

# Merci au soutien envoyé par ESSF à la Labour Education Foundation (Pakistan) - Un bref rapport 2019/2020

mardi 16 mars 2021, par [Labour Education Foundation \(Pakistan\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2021).

Aux membres d'ESSF, à toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ses fonds de solidarité,

Merci beaucoup pour votre soutien constant à la Labour Education Foundation (LEF). Depuis sa création en 1992/93, la Labour Education Foundation s'est principalement occupée des questions relatives aux droits des travailleur.es et a également abordé la question de la démocratie au Pakistan. Elle fait partie de plusieurs réseaux nationaux et internationaux et a reçu plusieurs prix nationaux ou internationaux à cet égard. La LEF et ESSF entretiennent un partenariat à long terme en matière de protection et de promotion des droits des travailleur.es au Pakistan.

## Droits des travailleur.es

Certains des principaux projets menés par la LEF avec le soutien de plusieurs organisations internationales de défense des droits des travailleur.es ont permis d'améliorer significativement les conditions de vie de la classe ouvrière au Pakistan. Le soutien d'ESSF a joué un rôle effectif dans toutes ces initiatives. Récemment, en février 2021, la Haute Cour d'Islamabad a nommé une commission de cinq membres pour examiner la vie des travailleur.es des **fours à briques**, la section la plus exploitée de la classe ouvrière au Pakistan. L'un d'entre eux était un militant du Pakistan Bhatta Mazdoor (Brick Kiln Workers) Union, un syndicat aidé et développé par la LEF avec l'aide d'ESSF. Ce syndicat lutte contre le travail forcé et pour les droits syndicaux des travailleur.es, l'augmentation des salaires et la mise en œuvre de mesures de santé et de sécurité.

Le soutien de l'ESSF a été utilisé pour aider les travailleur.es à lutter pour leurs droits concernant le Travail forcé, la Convention sur l'âge minimum, les Pires Formes du Travail des Enfants, la Discrimination (Emploi et Profession), l'Égalité de Rémunération, la loi sur le Harcèlement sur le Lieu de Travail et les articles de la Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDAW), par le biais d'une formation sur l'intégration du genre qui a renforcé la lutte pour les droits des travailleur.es dans deux provinces.

La sensibilisation aux droits du travail et aux droits humains, l'information sur la formation de syndicats et le soutien apporté aux affaires juridiques ont été les efforts les plus appréciés à cet égard. Les campagnes de défense des droits des travailleur.es leur ont permis d'obtenir une compensation de la part du tribunal de compensation salariale, de refléter les opinions des travailleur.es dans les institutions gouvernementales au niveau du district, d'écrire des lettres au Premier ministre pour qu'il réintègre les travailleur.es, de servir de médiateur entre les travailleur.es et les employeur.es et d'organiser des manifestations contre les violations des droits. Des personnes engagées dans ces combats se sont portées volontaires pour aider à créer un vaste groupe de travailleur.es capables de jouer un rôle dans le renforcement de l'auto-organisation, de la prise d'autonomie des autres.

La Labour Education Foundation a motivé **les travailleuses** à jouer un rôle actif dans les syndicats concernés. La sensibilisation aux questions de genre et les discussions sur les droits des femmes ont été menées dans plusieurs ateliers de formation avec des travailleuses. Les femmes ont été invitées à réfléchir à la manière dont on leur avait appris à faire la différence entre les filles et les garçons, les hommes et les femmes, et à l'impact négatif de cette différence sur le statut général des filles et des femmes de leur entourage. Certaines femmes ont déclaré qu'elles se considéraient auparavant comme inférieures aux hommes, mais qu'elles avaient désormais appris qu'elles étaient des êtres humains égaux.

La Labour Education Foundation a également contribué au développement d'organisations locales, communautaires, dans les zones les plus sous-développées de Lahore. Ces organisations jouent un rôle dans la résolution des problèmes sociaux rencontrés par la communauté.

### **La « Labour Relief Campaign »**

La Labour Relief Campaign (LRC), campagne d'aide aux travailleur.es, lancée par des mouvements de gauche et progressistes pakistanais, avait pour objectif de fournir des rations mensuelles aux familles de la classe ouvrière touchées par le confinement dû au coronavirus. Des rations ont été fournies à plus de 4 500 familles dans neuf villes du Pendjab, dont Lahore, Faisalabad, Okara, Sheikupura, Toba Tek Singh, Pakpattan, Gujranwala, Quetta et Qila Saifullah. La Labour Education Foundation a joué un rôle significatif dans cette campagne pendant l'épidémie Covid-19 débutant en février 2020. Des activistes politiques, des syndicalistes et des étudiants de différents mouvements sociaux et politiques ont participé bénévolement à cette campagne de secours. Les fonds ont été générés localement par les sympathisant.es et les partisan.nes actifs de ce projet collectif de la gauche au Pakistan. La sélection des familles bénéficiaires des rations a été effectuée par les syndicats de travailleur.es dans chaque ville, et les rations ont ensuite été préparées et livrées par des bénévoles.

Les origines de la Campagne de secours aux travailleurs remontent au lendemain du tremblement de terre meurtrier d'octobre 2005 au Pakistan. Nos travailleur.es ont préparé des camions de secours chargés de rations et d'équipements de première nécessité et les ont envoyés dans les zones touchées par le tremblement de terre. Des camps de secours ont également été mis en place pour les victimes du tremblement de terre. De même, la campagne de secours s'est poursuivie lors des inondations dévastatrices de 2010 et 2012 au Pakistan. Cette initiative ne dispose pas d'un secrétariat permanent ni d'employé.es salarié.es. Toutes les dispositions sont prises bénévolement avec le soutien et l'aide de mouvements sociaux et politiques progressistes.

Cette année, la campagne a été relancée par le mouvement Haqooq-e-Khalq, avec l'aide du Progressive Students Collective, du Progressive Academics Collective, de la Labour Education Foundation, de Folio Books, de la Aurat March [Marche des Femmes], de la Progressive Labor Federation et du Pakistan Kissan Rabta Committee.

La plupart des ouvrier.es d'usine travaillaient sous contrat étaient au chômage depuis près de trois mois. Les travailleur.es ont été sous-payés ou n'ont pas été payés du tout pendant des mois en raison des annulations de commandes et des fermetures d'entreprises. Bien que le gouvernement ait demandé aux employeur.es de ne pas licencier les travailleur.es pendant le confinement et de payer leurs salaires, la réalité était différente et, selon les estimations des syndicats, environ un demi-million de travailleur.es de l'habillement et du textile se sont retrouvés sans emploi peu après la pandémie. Ce sont ces travailleur.es qui ont été aidés pendant la campagne.

**Les autres qui ont été aidés sont les travailleurs à domicile (Home Based Workers, HBW) :** Leur travail n'était déjà pas régulier, parfois seulement saisonnier et les salaires étaient bas, mais à

cause du COVID, la majorité des travailleur.es étaient sans emploi depuis mars.

Aujourd'hui, la situation est telle que l'intermédiaire ne prend pas les produits finis, puis ne paie pas. Les marchandises s'accumulent dans les magasins, alors que le pouvoir d'achat n'est plus le même qu'avant.

Dans certains secteurs comme la fabrication de chaussures, de boucles, de jouets et d'emballage, le travail se poursuit, mais la majorité des HBW travaillant dans le secteur de l'habillement sont toujours sans emploi : seuls les travaux de récolte sont en cours.

Les femmes qui travaillent à leur compte ne peuvent pas commencer à produire, car la demande du marché est moindre. En outre, les prix des matières premières ont déjà augmenté, ce qui a fait monter le prix de leurs propres produits.

La LEF a été l'un des principaux acteurs du lancement de la Campagne d'aide à la main-d'œuvre, formée en collaboration avec des syndicats, des étudiants et des militants politiques pour apporter une aide et faire connaître les préoccupations des travailleur.es.

Rester en contact avec les travailleurs a été un grand défi à cause de la Covid-19 et, durant cette période, les contacts ont été maintenus par téléphone. La disponibilité de l'Internet a été un problème majeur. Le LEF a donc fourni des kits de connexion aux travailleur.es, y compris à certain.nes dirigeant.es et membres actifs des travailleur.es à domicile.

Nous avons organisé des réunions Zoom pour diffuser des informations concernant Covid-19. Les travailleur.es à domicile étaient présent.es lors de ces sessions. Des termes de référence (TORs) ont été élaborés en collaboration avec l'équipe de la LEF et certains représentants des HBW afin de mener des réunions sur le terrain lorsque le confinement a pris fin.

En collaboration avec différents groupes de travailleur.es à Lahore, au cours des mois de mai et juin, 3 manifestations ont été organisées, en suivant les procédures opérationnelles standard (SORs) [1] et en maintenant une distance sociale pour faire connaître les problèmes des travailleur.es et demander qu'elles et ils ne soient pas licencié.es et soient payé.es pendant la période de confinement.

La Labour Relief Campaign (campagne de secours aux travailleurs) avait pour objectif de fournir des rations mensuelles aux familles ouvrières touchées par le confinement provoqué par le coronavirus. Les cadres syndicalistes ont participé à l'élaboration de listes pour la distribution de produits alimentaires.

La LEF a facilité l'inscription de 1409 personnes au programme Ehsas - subvention en espèces [2] et environ 30 % d'entre elles l'ont obtenu, y compris des travailleuses à domicile. Certaines femmes n'ayant pas de carte d'identité nationale, il ne leur a pas été possible d'en faire la demande.

Nous avons organisé 7 réunions en ligne avec des travailleur.es dans 10 districts pour rester en contact avec les organisateur.es sur le terrain et les membres actifs, pour fournir des rations et pour connaître la situation des travailleur.es dans ces régions.

Toutes ces expériences ont renforcé la compréhension de l'importance et de la valeur de l'organisation pour faire entendre une voix commune.

Nous avons renforcé la collaboration et le travail en réseau avec d'autres syndicats et groupes progressistes afin de revendiquer leurs droits, y compris la sécurité sociale, et d'éviter ce type de vulnérabilité à l'avenir.

Nous avons souligné l'importance de lutter et d'exiger des filets de sécurité appropriés et favorables aux travailleur.es pour faire face à de telles situations de crise.

Nous avons compris la nécessité de créer et de se concentrer sur d'autres formes, différentes, d'organisation, comme au niveau communautaire (local).

Il était clair que l'apprentissage et l'adoption de nouvelles technologies de communication pour rester en contact et être actif même pendant la période de pandémie étaient pertinents.

Le défi est de savoir comment convertir ces questions en une opportunité pour renforcer le mouvement des droits des travailleur.es – les syndicats au Pakistan ont besoin de se renforcer eux-mêmes et il leur faudra peut-être du temps pour adopter de nouvelles stratégies.

**Rapport de Khalid Mahmood**  
**Directeur exécutif**  
**Labour Education Foundation**

---

---

## Notes

[1] En référence principalement à l'utilisation de masques, de désinfectants et au maintien de la distance pendant le travail durant la Covid.

[2] Le programme Ehsas a été lancé par le gouvernement pakistanais pour aider les personnes pauvres et celles qui ont perdu leur emploi pendant le confinement.